

Les crédits

but pour contrer l'inflation. Mais qu'est-ce que le gouvernement a fait? Le gouvernement n'a pas retenu cette suggestion. Le gouvernement, au contraire, a décidé d'établir lui-même ses buts avec la Banque du Canada.

[Traduction]

Ce n'est pas une façon de susciter la coopération ni d'amener les Canadiens à se serrer les coudes. Il faudrait que, comme société, nous apprenions à travailler ensemble, comme cela s'est fait au Québec. L'une des choses que j'admire au Québec, c'est cette concertation des divers agents économiques qui réfléchissent à la politique économique et à son orientation future. Cela s'est fait aussi bien avec le gouvernement péquiste qu'avec le gouvernement libéral du Québec. Le gouvernement fédéral n'adopte pas ce genre d'approche.

Le gouvernement actuel préfère fixer des objectifs en matière d'inflation sans tenir compte de l'avis défavorable du Conseil économique du Canada. Celui-ci soutient que, si l'on veut atteindre ces objectifs, il faut que tous participent à leur établissement.

[Français]

La députée a discuté de la question du libre-échange. Je dois admettre que c'est une question complexe. On ne peut pas dire que tous les emplois qui sont perdus le sont à cause du libre-échange, mais force est de constater que beaucoup d'emplois ont été perdus à cause du libre-échange.

[Traduction]

Dans ma circonscription, par exemple, 40 usines ont fermé leurs portes depuis un an. Les entreprises ont déménagé aux États-Unis, ce qui s'explique par la rationalisation qu'entraîne l'Accord de libre-échange. La forte valeur du dollar y est aussi pour quelque chose. Et si le dollar est monté si haut, c'est parce que cela faisait partie de l'entente sur le libre-échange. Un ancien ministre conservateur l'a dit carrément. Si ma mémoire est fidèle, le député qui vient de parler a été secrétaire parlementaire de ce ministre. Je n'en suis pas sûr.

Nous devons donc admettre. . .

[Français]

On doit reconnaître que nos usines subissent beaucoup de pression à cause du libre-échange. On peut le constater partout dans la province de l'Ontario, et je pense qu'on peut voir la même chose dans la province de Québec. La députée a parlé de la Banque Royale et d'autres députés ont parlé de la Fondation Can-West. Tous ces groupes ont appuyé le libre-échange avant la

décision. Il n'est donc pas surprenant de voir maintenant ces mêmes groupes appuyer le libre-échange.

Le président suppléant (M. DeBlois): Reprise du débat. La parole est à l'honorable députée de Sudbury.

[Traduction]

Mme Diane Marleau (Sudbury): Monsieur le Président, avant de commencer, j'ai une proposition à faire à la Chambre. Étant donné qu'un grand nombre de députés de notre parti veulent participer à ce débat, nous vous saurions gré de nous permettre de diviser notre temps pour faire des discours de dix minutes, suivis de périodes de cinq minutes réservées aux questions et aux observations, si vous êtes d'accord.

[Français]

Le président suppléant (M. DeBlois): Est-ce que la Chambre est d'accord pour accéder à la demande de l'opposition qui souhaite que ses orateurs partagent leur temps pour des périodes de 10 minutes, suivies de 5 minutes de questions et observations.

Des voix: D'accord.

Le président suppléant (M. DeBlois): J'apprécierais que les orateurs quand même précisent bien au début de leur intervention pour faciliter le décompte.

[Traduction]

Mme Marleau: Monsieur le Président, je parlerai pendant dix minutes seulement et partagerai mon temps avec mon collègue, le député d'Ottawa—Vanier.

Je participe au débat sur cette motion que nous avons présentée, motion qui, essentiellement, blâme le gouvernement d'avoir mal géré l'économie, entraînant la désindustrialisation du Canada, problème qui touche plus particulièrement l'Ontario et le secteur de la fabrication du sud de l'Ontario.

Je vais aborder cette question d'un point de vue très personnel. Je veux vous expliquer que les habitants du nord de l'Ontario, région très axée sur les ressources, comprennent les conséquences d'une infrastructure industrielle et manufacturière inadéquate.

Je suis née à Kirkland Lake, ville qui dépendait largement d'une seule industrie. Comme il n'y avait pas d'autre infrastructure ni aucune diversification, je savais depuis ma tendre enfance que, lorsqu'il y avait une baisse de la demande du minéral que nous produisions, nous perdions des emplois, et il n'y en avait pas d'autres. Finalement, lorsque les ressources ont été épuisées, la plupart des habitants de la ville ont dû s'en aller ailleurs. À cause de cela, les gens de mon groupe d'âge, les gens avec qui je